

Interview de Pierre Albert

Propos recueillis par Francis Balle

Les élections régionales des 6 et 13 décembre 2015 en France ont rouvert le débat sur l'opportunité et l'efficacité de l'engagement de la presse et de la PQR, du moins quand elle estime, à tort ou à raison, que les circonstances l'exigent. Dans quelles mesures des quotidiens régionaux, qui se disent et se veulent indépendants, sont-ils fondés à prendre parti ? Dans quelles circonstances ? Jusqu'à quel point ?

Six jours avant le premier tour, *La Voix du Nord* s'engage, avec pour titre : « *Pourquoi une victoire du FN nous inquiète* », illustré en première page d'une photo en noir et blanc de Marine Le Pen annonçant dans les pages intérieures un argumentaire en cinq points. Dans un éditorial du 6 mai 2002, le grand quotidien du Nord avait déjà appelé à voter contre Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. En 2015, Gabriel d'Harcourt, directeur général délégué du journal justifiait ainsi cet engagement : « *Notre démarche journalistique est réfléchie et collective.* »

Cet engagement tranche avec le refus de prendre parti, de tous les confrères du journal lillois

Cet engagement tranche avec le refus de prendre parti, de tous les confrères du journal lillois, jusqu'aux quotidiens de la région PACA, là où les sondages annonçaient que le FN était sur le point d'arriver en tête au soir du premier tour et d'accéder à la présidence de la région. Leurs dirigeants invoquèrent, simultanément ou électivement, plusieurs arguments : le respect de leur indépendance vis-à-vis des partis politiques quels qu'ils soient ; leur souci de ne pas heurter certains de leurs lecteurs, et la volonté simultanée de les informer, sans prétendre forcer leur choix ; la conviction que tout engagement, quel qu'il soit, produira l'effet inverse de celui recherché.

Que pense l'historien de la presse de cette controverse, alors que personne ne s'étonne que des groupements divers, comme ceux notamment rassemblant des artistes, affichent leur hostilité au Front national ?

Les quotidiens de province qui se trouvent tous (...) dans une position de monopole commercial

La cause principale de cette réserve tient à la crise de leur marché qui a considérablement modifié les traditions et les conditions d'exercice d'un journalisme engagé. Alors que les huit quotidiens parisiens ont pu, comme les magazines d'information, préserver ou maintenir la concurrence entre les titres et le pluralisme de leurs jugements sur l'actualité, il en va différemment pour les quotidiens de province qui se trouvent tous, sans aucune exception, dans une position de monopole commercial. Depuis qu'ils ont

définitivement tracé les frontières de leur zone de chalandise avec leurs concurrents, l'effet majeur en est la crainte que toute prise de position claire sur un événement ou un débat qui retient l'attention des lecteurs risque de mécontenter certains d'entre eux. Dans le cas des campagnes électorales, l'importance de l'enjeu accroît encore le risque de voir une partie de l'électorat, déçu par un engagement en faveur d'une candidature, abandonner un journal tenu pour être trop partisan. Le refus des journaux de province de prendre parti peut donc s'expliquer par de simples raisons commerciales, et non par un véritable choix rédactionnel : certains justifient leur attitude de décembre 2015 au nom de « l'objectivité » dont ils auraient fait preuve dans le compte rendu de la campagne en ouvrant leurs articles à l'ensemble des candidatures. Ainsi, le journaliste renseignerait sans conseiller ; il exposerait les faits sans les expliquer ; il fournirait aux électeurs les éléments de l'actualité électorale sans leur en indiquer les risques ou les avantages.

Curieusement, deux réactions semblent contradictoirement renforcer cette conception de la « neutralité » fondamentale du journalisme. La candidate de la liste FN dans le Nord-Pas-de-Calais s'élève violemment contre les éditoriaux du directeur de la rédaction de *La Voix du Nord* de Lille qui avait clairement pris position contre le programme du FN, Marine Le Pen dénonçant, avec la violence polémique qui la caractérise, cette intrusion partisane illégitime du journalisme dans le débat électoral. De son côté, Philippe Vasseur, président de la CCI (Chambre de commerce et d'industrie) région Nord de France, estime que ces éditoriaux, ainsi que les déclarations de Bruno Bonduelle et de quelques patrons d'entreprises industrielles ou commerciales, avaient, à l'inverse de leurs intentions, plutôt renforcé le nombre des électeurs du FN.

La Voix du Nord et deux titres qui lui sont associés sont les seuls quotidiens régionaux à avoir publié des éditoriaux contre le FN. Comment peut-on l'expliquer ?

Dans les régions où les sondages antérieurs à l'élection rendaient très improbable une victoire du Front national, on peut comprendre qu'un engagement éditorial contre les listes Le Pen ait été abandonné puisque le « danger » de leur succès semblait exclu : le simple soutien aux listes des notables des autres partis qui étaient les « partenaires » habituels des équipes rédactionnelles depuis des lustres a dû sembler tout naturel. Seules les études des oracles politiques et des partisans des candidats pourraient nuancer l'attitude passive des journaux. J'ai tendance à croire qu'ici aussi l'expression des sympathies pour les listes et les candidats bien placés par les sondages - et aussi par la connaissance antérieure du milieu politique environnant - a finalement été plus feutrée que dans les campagnes électorales précédentes de la V^e République. Ici aussi le souci des journaux était de ne pas heurter de front les opinions de leurs lecteurs de droite ou de gauche.

Dans la région Nord-Pas-de-Calais, comme en PACA, les listes conduites respectivement par Marine Le Pen et Marion Maréchal Le Pen ont obtenu plus de 45 % des suffrages exprimés. Ces

résultats n'accréditent-ils pas la thèse de l'influence limitée, voire inexistante, de la presse, qu'elle prenne ou non parti ?

Dans la région PACA, la présence assez importante de Pieds-noirs a pu influencer une bonne partie des électeurs. Mais surtout, au terme de deux décennies de rivalités acharnées et de changements de propriétaires, *La Provence* de Marseille et *Nice Matin*, associé à *Var Matin* de Toulon, ont perdu entre 2000 et 2015 près de 30 % de leurs lecteurs. Quant à *La Marseillaise* communiste, elle était déjà au bord de la faillite. Ces journaux étaient donc dans une situation encore plus difficile que celle d'autres quotidiens provinciaux. Comment Bernard Tapie, patron de *La Provence*, et les héritiers de Robert Hersant pour *Nice Matin* auraient-ils pu se risquer à aggraver leurs difficultés en prenant parti contre près de 40 % de leurs clients ? Bernard Tapie a expliqué la prudence de *La Provence* par deux arguments : « *Tous les discours qui tentent de diaboliser le FN sont inefficaces et ne font que le renforcer. [...] En prenant position, je mettrais mon journal et mes équipes en porte-à-faux.* »

Dans le Nord-Pas-de-Calais, le FN pouvait compter sur les voix d'une bonne partie de la classe ouvrière qui avait abandonné le Parti communiste. Le groupe belge Rossel a acquis *La Voix du Nord* et *Nord Eclair* en 2005 ainsi que *Le Courrier Picard* d'Amiens en 2004. Au terme d'une campagne assurément consensuelle, le directeur de la rédaction, Jean-Michel Bretonnier, publia deux longs éditoriaux. Ce fut le seul engagement direct d'un journal de province contre le « danger » du FN. Sans pouvoir expliquer cette exception, finalement plus surprenante par son isolement que par son existence, on doit signaler que, dès novembre 2015, Bruno Bonduelle, célèbre patron industriel du Nord, avait lui aussi dit très clairement que la politique de « repli sur soi » de Marine Le Pen allait directement contre les intérêts économiques du pays et de la région.

Entre 1789 et l'avènement de la V^e République en 1958, toute candidature s'appuyait sur un journal

La prudence de la presse quotidienne régionale aujourd'hui tranche avec la violence des polémiques dans les journaux sous la III^e et même sous la IV^e République. Pour quelles raisons ?

Entre 1789 et l'avènement de la V^e République en 1958, la presse régionale a pris parti dans tous les scrutins, à la proportionnelle ou à la majorité, scrutins nationaux ou régionaux. Les journaux assuraient alors l'essentiel de la propagande qui était relayée, de l'extrême droite à l'extrême gauche, par de nombreux militants-diffuseurs. Toute candidature s'appuyait sur un journal, créé pour l'occasion ou bien né de la transformation d'une feuille locale hebdomadaire en quotidien, pendant la période électorale.

Sous la III^e et la IV^e République, la férocité des polémiques dans les journaux marquait le point de départ de réunions sous les préaux des écoles ou dans les mairies qui apparaissaient, au moins jusqu'en 1914, comme une réponse des défenseurs de la République aux prêches tombés des chaires des églises. La floraison des affiches et des livres publics à compte d'auteur tenait la place qui est celle, aujourd'hui, des réseaux sociaux et de l'internet en général.

La violence des polémiques – ce qu'on peut aussi appeler vitalité du débat – était à la mesure du nombre des quotidiens régionaux : 100 en 1870 ; 190 en 1880 ; 242 en 1914 ; 175 en 1939 et en 1946. A l'occasion de chaque campagne électorale, et lors de chacune des grandes crises de la III^e et de la IV^e République, la floraison des publications allait chaque fois de pair avec la violence des polémiques : sous Mac-Mahon après octobre 1877, le boulangisme en 1889, l'affaire Dreyfus à la fin du XIX^e, les élections de 1924 et de 1936...

La prudence ou la réserve des quotidiens régionaux aujourd'hui est l'effet conjoint de deux phénomènes : d'un côté, la diminution du nombre de titres – on est passé de 80 en 1973 à moins de 60 aujourd'hui – ; d'un autre côté, le transfert de la polémique de la presse vers les réseaux sociaux et les chaînes d'information en continu.